

Décision n° 2010-0767
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 1er juillet 2010
attribuant des ressources en numérotation à
la société Odioweb International
(numéros de la forme 09 7B PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Odioweb International (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 10-0343 en date du 26 mars 2010) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1086 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 ouvrant la tranche de numéros 09 7B PQ MC DU à l'attribution ;

Vu la décision n° 2008-0896 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 juillet 2008 portant sur la définition des marchés pertinents de la téléphonie fixe, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre ;

Vu la demande de la société Odioweb International, en date du 21 juin 2010, reçue le 21 juin 2010, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros non géographiques ;

Pour les motifs suivants : la présente décision s'inscrit dans le cadre défini par la décision n° 05-1085 en date du 15 décembre 2005, qui dédie la tranche commençant par 09 aux numéros non géographiques des services de communications interpersonnelles. Cette décision ne préjuge pas des prérogatives de l'Autorité au titre de ses compétences définies par le code des postes et des communications électroniques dans sa section "Dispositions relatives aux opérateurs exerçant une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques" (articles L.37-1 à L.38-4).

Après en avoir délibéré le 1^{er} juillet 2010 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 09 70 18 MC DU sont attribués, jusqu'au 1^{er} juillet 2030, à la société Odioweb International (Siren : 484 533 468) pour la fourniture d'un service de communications interpersonnelles, dans les conditions fixées par la décision n° 05-1086 en date du 15 décembre 2005 susvisée.

Article 2 - La société Odioweb International acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Odioweb International adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Odioweb International.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI